

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POLYREY S.A.S. (usine)

700, route de Bergerac
24150 Baneuil

Références : SEI/UBD24-47/49/2024
Code AIOT : 0005200010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement POLYREY S.A.S. (usine) implanté 700, route de Bergerac 24150 Baneuil. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYREY S.A.S. (usine)
- 700, route de Bergerac 24150 Baneuil
- Code AIOT : 0005200010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement POLYREY de Baneuil est spécialisé dans la fabrication de panneaux stratifiés haute pression et d'éléments post-formés. La production s'organise autour d'un bâtiment de stockage du papier et du stratifié, d'un bâtiment dédié à l'encollage, d'un atelier « résine » pour la fabrication des colles, d'une chaufferie, de bâtiments ou d'aires de stockage de pièces ou de déchets et d'un bâtiment administratif qui accueille également le siège social.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 5
- AR - 6
- Risque toxique
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'examen de la notice de réexamen de l'Etude de Dangers de l'établissement Polyrey de Baneuil.

Les thèmes de l'inspection sont :

- Mesure de Maîtrise des Risques
- Action Nationale Premiers Prélèvements Environnementaux en situation accidentelle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Mesures de Maîtrise des Risques	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 10.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
7	POI - Stratégie de prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures de Maîtrise des Risques	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 10.2	Sans objet
6	POI - Premiers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvements environnement aux	article 5	
8	EDD - Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des points d'amélioration concernant la gestion des MMR de l'établissement. Ces points font l'objet de demandes d'actions correctives ou de justificatifs à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité, Cinétique, Test et Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a examiné la MMR22 'Boucle de température', à partir des documents envoyés par courriel par l'exploitant le 24/01/2025, et à partir des documents consultés sur place sur demande de l'inspection.</p> <p>L'efficacité et la cinétique de mise en oeuvre de la barrière, ainsi que les tests et la maintenance des éléments la constituant ont fait l'objet de constats annexés (annexe confidentielle) à ce rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1.1 : Sous 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de revoir les éléments constitutifs de la MMR22, en y intégrant notamment le château d'eau et la TAR. L'exploitant transmet à l'inspection la version actualisée de la Fiche de Vie de la MMR, et du « Plan de surveillance Environnement - vérifications périodiques » en intégrant les nouveaux éléments.</p> <p>Demande 1.2 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmet à l'inspection le détail de position de sécurité (NO ou NF) de chacune des vannes constitutives de la MMR22 et justifie que les vannes sont à sécurité positive.</p>

Demande 1.3 : Le dossier de sécurité (2011) présente les cinétiques d'injection d'acide lactique (42 secondes), de mélange en fonction de la vitesse de rotation (460 à 920 secondes) et de vidange du réacteur (5 minutes). L'exploitant doit justifier de l'efficacité de la cinétique de la MMR 22. En conséquence, il doit justifier que le temps pour que les moyens de maîtrise de la réaction soient effectifs (détection, traitement, action, injection, temps de mélange) est suffisant vis à vis de la cinétique de l'emballement thermique.

Demande 1.4 : L'inspection demande à l'exploitant d'enregistrer le temps de réponse de la chaîne de détection lors du prochain test semestriel afin d'alimenter la demande 1.3, et de faire parvenir à l'inspection le résultat de ce test .

Demande 1.5 : Un dossier de sécurité visant à classer la classe de risque de la réaction a été rédigé en 2011. Il y est indiqué que les actions associées au seuil de température numéro 1 sont insuffisantes pour avoir un effet significatif sur la réaction. Notamment, le refroidissement par serpentin a une capacité de refroidissement de 141 kJ/s tandis que la réaction a une exothermicité de 1327 kJ/s. L'exploitant justifiera de la suffisance des actions associées au seuil numéro 1. Il intégrera l'aspect cinétique à son analyse.

Demande 1.6 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise un test du bouton d'arrêt d'urgence (barrière 23) situé en salle de contrôle, et fera parvenir à l'inspection le résultat de ce test.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des anomalies

Prescription contrôlée :

Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

Constats :

Lors de l'instruction de la notice de réexamen de l'étude de dangers, l'inspection a pu consulter l'historique des événements survenus sur les MMR et barrières de sécurité du site dans le 'chapitre 10. DEFAILLANCES DES MMR ET ANALYSE DU RETOUR D'EXPERIENCE' de la notice.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande en partie confidentielle

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et repérage
Prescription contrôlée : <p>Les dispositifs techniques constituant chaque MMR font l'objet d'une identification et d'un repérage physiques sur site, et d'un repérage écrit sur les supports documentaires ou informatiques utilisés pour leur suivi (tests, maintenance, modifications, interventions).</p>
Constats : <p>Cette partie est développée dans la partie confidentielle.</p> <div style="border: 1px solid black; height: 80px; width: 100%;"></div>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Demande 3.1 : Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant d'apposer le repérage physique « MMR » sur chaque élément constitutif de la MMR22.</p> <p>Demande 3.2 : Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour la fiche de vie de la MMR pour que chaque élément constitutif de la MMR22 soit désigné par son propre repérage individuel, et le « Plan de surveillance Environnement - vérifications périodiques » afin que chaque repérage soit repris dans le plan de surveillance.</p> <p>Demande 3.3 : Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un deuxième schéma (ou de modifier le schéma existant) 'Représentation MMRI - Gestion des températures R4' qui intègre les 3 capteurs de température montés sur le réacteur R4 et non représentés sur le schéma fourni dans la notice de réexamen de l'EDD, afin de distinguer les éléments fonctionnels pour chaque type de recette.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR spécifiques
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant met en place et entretient des déflecteurs de trop plein sur les réservoirs de liquides inflammables. A défaut, il met en oeuvre un dispositif permettant d'exclure les phénomènes dangereux associés à l'épandage de produits à l'extérieur des cuvettes de rétention.</p> <p>L'exploitant met en place et entretient des événements de respiration sur les réservoir de formol, méthanol et phénol dont le dimensionnement supprime physiquement la montée en pression du réservoir allant jusqu'à l'éclatement, du fait de l'échauffement du produit par un incendie de cuvette. A défaut, il met en oeuvre un dispositif permettant d'exclure les phénomènes dangereux associés à la montée en pression de ces réservoirs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, sur le terrain, l'inspection constate la présence de déflecteur de trop plein sur le réservoir de méthanol, et d'événements de respiration sur les réservoirs de formol et méthanol. L'inspection n'a pas vu le réservoir de phénol.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques accidentels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR et Barrières de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. [...] B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 24/01/2025, l'exploitant fait parvenir à l'inspection l'enregistrement des contrôles périodiques des organes de sécurité et MMR pour l'année 2024 (12 enregistrements entre le 26/01/2024 et le 2/01/2025).</p> <p>Par sondage, l'inspection constate que la fréquence de contrôle des sondes et transmetteurs de température est respectée.</p> <p>Par sondage, l'inspection constate que la fréquence de contrôle du groupe électrogène est respectée.</p> <p>Les constatations relevées sont détaillées en annexe confidentielle au présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 5.1 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant propose à l'inspection une procédure permettant de tester le groupe électrogène dans un processus permettant de tester l'ensemble de l'automatisme de basculement depuis l'interruption d'alimentation électrique jusqu'au</p>

<p>basculement sur l'alimentation par le groupe électrogène.</p> <p>Demande n°5.2 : Au regard des problèmes de surcharge rencontrés lors des tests réalisés les 31/05/2024, 25/09/2024, 30/10/2024, et 27/11/2024, l'exploitant doit apporter des justifications relatives au dimensionnement (puissance électrique) du groupe électrogène. L'exploitant analysera et transmettra son analyse concernant les dysfonctionnements rencontrés lors de ces tests.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : POI - Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Premiers prélèvements environnementaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constatations relevées sont détaillées en annexe confidentielle au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : POI - Stratégie de prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Equipements de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :[...] • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p>

délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...] Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023
Constats : Les constatations relevées sont détaillées en annexe confidentielle au présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°7.1 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection : - le bon de réception et la facture des consommables nécessaires à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux - les attestations de formation du personnel amené à effectuer les premiers prélèvements environnementaux (ESI et personnel d'astreinte)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : EDD - Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : Dans sa notice de réexamen de son Etude De Danger datée du 9/02/2024, transmise à l'inspection en février 2024, l'exploitant intègre une étude d'IDENTIFICATION DES PRODUITS DE DECOMPOSITION POUR CHAQUE PRODUIT OU FAMILLE DE PRODUITS, CONTENANTS, PALETTE, EMBALLAGE ET MATERIAUX. Cette étude a été réalisée selon la méthode présentée dans le DT126. La conclusion de l'étude présente : - Synthèse de la hiérarchisation des produits de décomposition en cas d'incendie de produits chimiques - Synthèse de la hiérarchisation des produits de décomposition en cas d'incendie des magasins des matières et produits finis solides - Synthèse de la hiérarchisation des produits de décomposition en cas d'incendie des alvéoles de

stockage des déchets
Type de suites proposées : Sans suite